

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 06 juin 2016

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction de la
Cohésion Sociale - Service prévention
jeunesse - Convention de mise à
disposition gratuite de locaux avec la
commune de Villeneuve Loubet

 Original
■ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.087

Date de la convocation :
Le 31/05/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **16 JUIN 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUIN 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 06 juin à 10h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, René TRASTOUR

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Richard THIERY, Claude BERENGER, Joseph VALETTE

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions de prévention de la délinquance.

Créée en 2008, l'unité Prévention Jeunesse Moyen-Pays œuvre sur les communes de Biot, Le Bar-sur-Loup, La Colle-sur-Loup, Saint-Paul de Vence et Villeneuve Loubet et s'articule autour de trois axes :

- la mise en place d'une cellule de veille organisée par chaque commune,
- la réalisation d'un « travail de rue » en binôme avec un animateur de la Ville,
- la mise à la disposition des agents du service prévention d'un lieu d'accueil spécifique.

Dans ce cadre, la commune de Villeneuve-Loubet met à la disposition de la C.A.S.A. le local suivant :

- Salle Les Espères – sise Avenue Antony Fabre – 06270 Villeneuve Loubet

Il est convenu que ce local sera utilisé par la C.A.S.A. dans le cadre d'accompagnements socio-éducatifs de jeunes âgés de 16 à 25 ans menés par le personnel du service Prévention Jeunesse de la CASA.

La mise à disposition du local susmentionné est consentie à titre gracieux pour une durée d'un an renouvelable tacitement sans pouvoir excéder une durée totale de trois ans.

Une convention fixant les modalités de cette mise à disposition est proposée à l'approbation du Bureau Communautaire.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 qui donne délégation au Bureau Communautaire pour « prendre toutes décisions en matière de mise à disposition de locaux et de terrains relevant du domaine public ou de tous autres éléments mobiliers du patrimoine »,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de Villeneuve Loubet et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de Villeneuve Loubet et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 06 juin 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE

LA COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS
(C.A.S.A.)

ENTRE :

La Commune de Villeneuve Loubet représentée par Monsieur Lionel LUCA, agissant en qualité de Maire, dûment habilité aux présentes conformément à la délibération du 10 Avril 2014 et notamment son point 5/ donnant délégation du Conseil Municipal au Maire pour l'application de l'article L2212-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Dont le siège social est fixé en Mairie de Villeneuve Loubet – Place de l'Hôtel de Ville, BP 59, 06271 Villeneuve Loubet
Dénommée « La Commune » dans la présente convention.

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis, représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant en qualité de Président, dûment habilité par décision du Bureau Communautaire en date du 6 juin 2016,
Dont le siège social est fixé en Mairie d'Antibes, BP 2205, 06600 Antibes
Dénommée « la CASA » dans la présente convention

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales;
- VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Article 1^{er} : Conditions générales

La présente convention est conclue sous le signe de l'occupation temporaire du domaine public.

Dans ce cadre, la Commune met à disposition de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A), le local dont elle est propriétaire et accès suivants :

- Salle Les Espères – sise Avenue Antony Fabre – 06270 Villeneuve Loubet.

Il est à noter qu'en fonction des besoins de la mairie, cette dernière pourra disposer des salles normalement prévue pour la CASA et proposer une autre salle en substitution.

Dans ce cadre, la Commune s'engage à informer la CASA de ce changement dans un délai raisonnable qui ne peut être inférieur à vingt quatre (24) heures.

La CASA s'engage à :

- Occuper les lieux mis à disposition, à ses frais et à ses risques et périls, dans le strict cadre des conditions d'utilisation citées à l'article 3 du présent document et ne pas affecter lesdits lieux à une autre destination.
- Préserver le patrimoine municipal et le conserver en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Il veillera à son utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure anormale des biens et équipements présents sur les lieux.
- Prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements.
- Restituer en l'état les lieux et le matériel à disposition, dont l'inventaire est joint en annexe;
- Respecter l'ordre public, l'hygiène et les bonnes mœurs.

La CASA devra faire son affaire, sans recours contre la Commune, de tous dégâts causés sur les lieux mis à disposition du fait de troubles, émeutes, ainsi que troubles de jouissance en résultant.

A ce titre, toute dégradation provenant d'une négligence grave ou d'un défaut d'entretien (pour le matériel) devra faire l'objet d'une remise en état, aux frais de la CASA.

La Commune ne pourra, en aucun cas et à aucun titre, être responsable des vols ou détournements dont la CASA ou les personnes dépendantes d'elle pourraient être victime sur les lieux mis à disposition.

De même, la Commune décline toute responsabilité en cas d'accident ou d'incident pouvant survenir lors des activités assurées par la CASA sur le site.

La CASA est seule responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit.

Elle aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes dépendantes d'elle, vis-à-vis de tous les tiers pouvant se trouver sur les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

Article 2 : Remise des locaux

La CASA prend les lieux dans leur état. Elle ne pourra exiger aucune réparation ou modification dont la Commune demeure seule juge.

La CASA déclare connaître parfaitement l'état des locaux qu'elle est autorisée à utiliser, et s'interdit toute réclamation ou tout recours qui seraient fondés sur le caractère impropre de ces biens à leur destination.

Article 3 : Destination des locaux et programme d'utilisation

Le local ci-dessus désigné pourra être utilisé par la CASA dans le cadre d'accompagnement socio-éducatif des jeunes de 16 à 25 ans avec le personnel du service Prévention Jeunesse de la CASA selon le programme suivant :

- Lundi, 9 heures – 12 heures
- Mardi, 9 heures – 12 heures / 13 heures – 19 heures
- Mercredi, 9 heures – 12 heures
- Jeudi, 9 heures – 12 heures / 13 heures – 19 heures
- Vendredi, 9 heures – 12 heures

Article 4 : Utilisation courante des locaux

L'utilisation du local devra se faire conformément aux prescriptions portées à la connaissance de la CASA par les services communaux.

Après chaque utilisation, la CASA veillera notamment :

- à l'extinction de toutes les lumières,
- à la propreté des lieux afin de faciliter l'intervention du service nettoyage

Dans ce cadre, la Commune pourra effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

En cas d'inexécution ou manquement constaté de la CASA à l'une quelconque de ses obligations prévues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par la Commune dans les conditions fixées en article 8 ci-après.

Article 5 : Dispositions relatives à la sécurité – Assurance

La Commune s'engage à maintenir en état de fonctionnement et de sécurité le local concerné et à prendre en charge les frais de maintenance des bâtiments, ainsi qu'à assumer directement la responsabilité des installations techniques.

La Commune prend en charge les travaux qui incombent à tout propriétaire d'immeubles afin que les locaux soient en état d'être utilisés, ainsi que les impôts locaux et les assurances concernant le bâtiment.

La CASA reconnaît :

- Avoir souscrit une ou plusieurs polices d'assurance répondant aux prescriptions énoncées ci-dessus, portant le n°111690C, souscrite le 01/01/2013, auprès de SMACL Assurances, couvrant les locaux occupés et sa responsabilité civile générale. Les biens de la CASA entreposés dans les locaux mis à sa disposition ne peuvent être couverts par la police d'assurance de la Commune. Il appartient donc à la CASA de veiller à ce que l'assurance de son matériel soit intégrée à ses contrats. Une attestation d'assurance multirisques et/ou responsabilité civile devra être chaque année délivrée à la Commune, précisant la situation des locaux assurés et l'activité de la CASA.
- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les respecter
- Avoir procédé, avec les services de la commune, à une visite du site où se trouve le local utilisé, constaté l'emplacement des dispositifs de secours et d'alarme et reconnu les itinéraires d'évacuation et les issues de secours.

Conformément à l'Article L.2131-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune ne peut renoncer à exercer toute action en responsabilité à l'égard de la CASA pour les dommages que celle-ci pourrait causer.

Article 6 : Modification des locaux

En aucun cas la CASA n'est autorisée à apporter une quelconque modification au local et à ses installations.

Si le besoin s'en fait sentir, la CASA est tenue d'en assurer la demande préalable auprès de la Commune.

En cas d'accord, tous les frais seront à la charge du demandeur qui sera également tenu de remettre les lieux dans leur état initial en cas de résiliation de la présente convention, sauf décision expresse contraire de la Commune.

Article 7 : Dispositions financières

En respect de l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, il est acté entre les parties que la mise à disposition des locaux visés par la présente convention s'opère à titre gracieux.

Cette position se justifie au regard de la mission de service public et du caractère socio-éducatif des actions assurées par la CASA sur le site.

Article 8 : Durée de la Convention et modalités de résiliation

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature par chaque partie pour une durée de un an ferme.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction pour une durée équivalente à un an sans pouvoir excéder une durée totale de trois (03) ans.

Chaque partie contractante a la faculté de renoncer au renouvellement de la présente convention, sous réserve de respecter un préavis d'un (01) mois maximum avant la date anniversaire de la présente adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Au-delà de cette période, les parties se réuniront pour envisager les modalités de poursuite de leurs relations.

La convention est consentie à titre précaire et révocable, conformément aux articles L.2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ; à ce titre, la Commune, en cas de besoin, se réserve le droit d'y mettre un terme à tout moment même en l'absence de faute de la CASA ou d'une de ses personnes affiliées.

La présente convention pourra être résiliée

- Par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect de l'une ou plusieurs clauses de la présente convention ou des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités. La résiliation s'opérera par courrier recommandé avec accusé de réception, ou remis par un agent assermenté.

La résiliation ne sera effective qu'à l'expiration d'un délai d'un (01) mois suivant la date de réception du courrier recommandé visé ci-avant.

- Par la commune, à tout moment en cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement des services municipaux ou de l'ordre public, par lettre recommandée avec préavis de cinq (05) jours ouvrés.
- Par la CASA, par lettre recommandée avec préavis de cinq (05) jours ouvrés.

Dès que la résiliation deviendra effective, la CASA perdra tout droit à l'utilisation du local et des matériels, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

Disposition particulière :

En cas de force majeure, d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité immédiate de la mise à disposition, la Commune se réserve le droit de procéder à l'interdiction d'occuper le domaine public communal, sans préavis.

Article 9 : Arbitrage – Contentieux

La CASA sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention.

Elle devra notamment répondre à des dégradations causées au local mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal Administratif de Nice s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

Fait à Villeneuve-Loubet en trois (03) exemplaires originaux le 2016

POUR LA C.A.S.A

POUR LA COMMUNE

Jean LEONETTI

Président de la Communauté

D'Agglomération de Sophia Antipolis

Lionnel LUCA

Député de la Nation

Maire de la Commune de Villeneuve Loubet

Vice-Président de la Communauté

D'Agglomération de Sophia Antipolis

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 06/06/2016
Numéro : BC.2016.087
Nature : DE - Deliberations
Objet : Service prévention jeunesse - Convention de mise à disposition gratuite de locaux avec la commune de Villeneuve Loubet
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 110937086
Référence envoi : IDF2016-06-23T09-23-08.00
Envoyé le : 23/06/2016
à (TU) : 07h23:25

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/06/2016
Identifiant : 006-240600585-20160606-AOI_6086-DE

Acte reçu

Date : 06/06/2016
Numéro interne : AOI_6086
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Service prévention jeunesse - Convention de mise à disposition gratuite de locaux avec la commune de Villeneuve Loubet
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160606-AOI_6086-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20160606-AOI_6086-DE-1-1_2.pdf